

ÉMEUTES DE GDYEL

Une cinquantaine de jeunes arrêtés

Certes, la colère des jeunes de la commune de Gdyl a éclaté en fin d'après-midi de ce mardi 15 avril, mais elle est contenue depuis des années. «Que faire lorsque les hauts responsables de l'Etat, et à leur tête le président de la République, vous qualifient de jeunes irresponsables qui préfèrent quitter leur beau et riche pays pour aller se jeter dans la mer ? Soit-disant, des locaux sont expressément construits pour nous les chômeurs, ce que l'opinion doit savoir, car ceux là haut ne nous écoutent pas, c'est qu'en fin de compte, nous n'y avons pas tous droit. Tout ceci est de la hogra ! Que faire ? Alors oui, nous mettons en cendres les édifices d'un Etat qui ne nous écoute pas.» Tel est le discours des jeunes habitants de la commune de Gdyl au lendemain des émeutes.

Amel B. Gdyl (Le Soir) - Distant de l'Oran d'environ une quinzaine de kilomètres, la commune de Gdyl abrite 37 000 âmes dont, nous dira l'un des élus, 50% sont au chômage.

Les dégâts sont toujours visibles au lendemain des échauffourées qui ont éclaté aux environs de 18 h et qui se sont prolongés jusque tard dans la soirée. Ils sont considérables et leur estimation n'a pas encore été faite.

Les émeutiers, dont le nombre serait, selon certains témoins, plus d'une centaine, se sont acharnés principalement sur les édifices de l'Etat ; le siège du tribunal est sérieusement endommagé ainsi que les deux bureaux de poste, la Cnas, les quelques locaux

commerciaux attribués dans le cadre de l'emploi de jeunes et d'autres locaux biens communal.

Sur les lieux, policiers et gendarmes quadrillent tous les quartiers et la commune n'a jamais été aussi fortement sécurisée. Les camions anti-émeutes en faction devant les édifices de l'Etat : daïra, banque, poste...

Des jeunes rencontrés loin des services de sécurité ont accepté de nous parler de ce qui s'est passé la veille.

«Depuis hier soir et jusqu'à ce matin, les services de sécurité se rendent chez les habitants pour arrêter des jeunes. Pourquoi tant de répression ?

Où nous avons sacqué, où nous avons brûlé, où nous avons insulté mais

pas parce que nous sommes des jeunes qui avons tout et pour se distraire, on fait du chahut. Ras-le-bol. Ses (en parlant du président Bouteflika) locaux, nous n'avons pas bénéficiés car nous ne sommes ni riches, ni épaillés. Ils ont été remis à des gens qui ont grassement la patte aux responsables qui ont été élus par je ne sais qui puisque ni ni mes copains ni n'avons voté.»

Un autre jeune très irrité nous interpelle : «J'ai une licence, étant au chômage, j'ai loué un petit local pour ouvrir un taxiophone. Vous savez combien je gagne ? 6000 DA ! J'aurai pu gagner décemment ma vie mais j'ai été victime d'une hogra. J'ai passé un concours pour travailler à Sonegaz à Aïn M'ilia, et j'ai été reçu avec sept autres.

La veille de mon départ, on m'annonce que mon nom ne figure plus sur la liste des admis, je fus remplacé par le fils de je ne sais qui. C'est injuste.» Voulant connaître le nombre exacte

des jeunes arrêtés suite à ces émeutes, nul autorité n'a accepté de nous fournir des détails, toutefois, selon certaines sources, il serait d'une cinquantaine.

Un chiffre qui risque d'augmenter puisque d'autres arrestations auraient été effectuées dès le lendemain.

Pour sa part, le président de l'APC de Gdyl n'a pas hésité à nous parler en ces termes :

«Le maire n'a pas de prérogatives. Même si je devais recevoir les citoyens toute la semaine et écouter leurs doléances, je ne peux rien décider. Je n'ai aucun moyen d'agir.»

Concernant la contestation des jeunes concernant la distribution des locaux commerciaux qui leur étaient initialement destinés et qui seraient allés à d'autres personnes n'ayant pas droit, il dira «Le 19 mars dernier, nous avons distribué 40 sur les 100 prévus et tous étaient destinés aux jeunes de Gdyl.»

Le P/APC ne nous a toutefois pas précisé si ces jeunes répondent aux conditions d'attribution, c'est-à-dire de jeunes chômeurs de la région. Au sujet des autres locaux, biens de la commune et qui furent également sacqués, il dira : «Ils sont au nombre de 19 et leur attri-

bution ne dépend pas uniquement de moi et en plus, c'est un bien de la commune et c'est à elle de décider à qui les attribuer.»

Voulant en savoir plus sur la procédure de distribution des locaux commerciaux que tous désignent par l'appellation suivante «les locaux du président Bouteflika», le P/APC nous fait dire : «Certes, nous en avons distribué 40 mais nous à l'APC, nous n'avons fait qu'appliquer ce que contenait la liste établie par l'Ansej.»

Autre facteur ayant contribué à cette colère des jeunes, l'attribution de locaux commerciaux (21) de l'ex-Souk El fellah de la commune à des montants allant au-delà de leur possibilité.

Sur ce sujet précis, un jeune nous interpelle : «Il nous a été exigé 12 000 DA par mois pour la location de ces locaux, ne pouvant plus assurer une telle charge, les locaux ont été désertés et donc délaissés mais ils profiteront probablement au plus offrant que nous jeunes démunis. Ce sont de véritables hagara, nous au moins nous sommes des haraga dignes.» Lors d'une réunion tenue dans l'après-midi de mercredi par les responsables locaux en présence des imams et des sages de la

région afin de débattre des raisons ayant mené aux émeutes, outre celle avancée par l'un des présents quant aux intimidations par les services de sécurité au début de la manifestation dont auraient été victimes les jeunes, la discussion s'est orientée vers le quartier dit El Oued où l'on désigne «des voyous squattant ce quartier et s'adonnant à la beuverie et aux agressions».

D'autres parmi les participants à cette réunion estiment qu'il s'agit là de pures manipulations de la part de «certains personnes qui n'ont pas pu être réélues».

Cependant, les jeunes que nous avons discuté ne parlent qu'en leur nom et loin de tout autre intérêt. «Nous voulons que cesse notre marginalisation, qu'on nous donne ce qui nous revient de droit et qu'on cesse de nous faire la morale concernant la hargha et qu'on nous offre la chance de prouver nos capacités. Ils ont détourné des locaux et nous ont privé de postes de travail et ils ne feront pas taire notre colère par ces arrestations. Nous sommes en colère et désespérés. Qui nous écoutera et nous aidera ? Ce ne sera sûrement pas la répression qui règlera le problème.»

A. B.

PROCÈS DES «PROCHES D'ASSAM»

Dahoumane refuse de parler, le magistrat renvoie l'affaire

Devant se tenir hier le procès des «proches» d'Assam est reporté à une date ultérieure. La décision a été prise hier par le président du tribunal criminel près la cour d'Alger, suite au refus du principal mis en cause dans cette affaire de répondre aux questions du magistrat.

Face à cette situation, qu'on a qualifiée de blocage, le magistrat en commun accord avec les avocats de la défense a décidé de renvoyer l'affaire à une date ultérieure.

A ce titre, il est à rappeler que le procès en question concerne trois personnes poursuivies du chef d'inculpation d'appartenir à un réseau terroriste international. Il s'agit de Dahoumane Abdelmadjid, Mourad Ykhlef et Adel Boumazbar, dont les noms avaient été cités par Ahmed Assam lors de son audition par les agents secrets américains au lendemain de son arrestation. Il est à noter que ce procès prévu une première fois en 2005 avait été reporté à plusieurs reprises. Mais l'affaire en elle-même avait connu un rebondissement, lorsqu'un magistrat avait décidé d'appliquer en leur faveur les dispositions portant réconciliation nationale. Or, à leur grande surprise, les trois personnes n'ont bénéficié que de quelques jours de liberté. Elles ont été de nouveau interpellées et renvoyées en prison. La cause ? «Ils ne font pas partie de la catégorie des personnes bénéficiant des dispositions portant réconciliation nationale. Ils ont été libérés par erreur», avait indiqué une source.

La singularité de cette affaire réside dans le fait que les trois mis en cause, qui ont séjourné en Amérique du Nord, auraient entretenu des relations «particulières» avec Ahmed Ressam, le Montréalais d'origine algérienne reconnu coupable de complot terroriste et condamné à 22 ans de prison par le tribunal fédéral de Seattle.

En effet, des enquêtes ont révélé au lendemain de l'arrestation d'Ahmed Ressam, que Dahoumane Abdelmadjid aurait partagé avec ce dernier en 1999 pendant trois semaines une chambre d'un motel à Vancouver. Lors de son témoignage, Ressam avait présenté Dahoumane comme un vieil ami.

A. B.

CADRES INJUSTEMENT INCARCÉRÉS

La Cour suprême saisie de l'affaire

Est-il nécessaire de remettre en cause l'indépendance de la justice, qui avait été piétinée quand il s'est agi d'incarcérer des innocents et qu'on continue à citer curieusement pour ne pas aider au rétablissement de leurs droits ? Les gestionnaires incarcérés dans le cadre de ce qu'on a appelé à l'époque : opération «mains propres» initiée par Ahmed Ouyahia en 1995, continuent à subir l'injustice car, quoiqu'ils aient bénéficié, pour la plupart d'entre eux d'un non-lieu, leurs indemnités demeurent lettre morte. Le ministère des Finances devrait prendre en charge la question.

Ilhem B. Tir - (Le Soir) - Ils étaient 6385 cadres qui auraient été incarcérés depuis 1995 dans le cadre de ce qu'on a appelé opération «mains propres» ou «moralisation de la vie publique».

La plupart d'entre eux ont été mis sous mandat de dépôt à la requête du ministère public. Cette opération menée par l'ex-chef du gouvernement Ahmed Ouyahia, avait donné lieu à l'incarcération de centaines de cadres.

Les cours diffusaient quotidiennement des communiqués où il y avait trop de faits anormaux à caractère répétitif.

Ces cadres gestionnaires dont on ne répètera jamais assez que leur détention était radicale-

ment contraire aux textes (actuels) qui régissent la justice, ont bénéficié d'un non-lieu depuis quelques années déjà mais leur galère pour un rétablissement dans leurs droits continue de plus belle.

Actuellement, ils ont déposé des recours au niveau de la Cour suprême. Car l'Etat partie précise que ces derniers ont le droit de saisir la Commission d'indemnisation instituée au niveau de la Cour suprême, en réparation du préjudice subi du fait de leur détention provisoire, conformément à l'article 137 bis et suivants du code de procédure pénale.

Selon des juristes, «il s'agit simplement d'user des prérogatives légales pour amener le ministère

public sur les positions que commandent les circonstances».

Mais, peut-on parler dans ce cas de réparation à l'erreur judiciaire ?

Les spécialistes en droit estiment qu'il y a erreur judiciaire quand une personne est définitivement condamnée et qu'on vient à découvrir, pendant qu'elle purge sa peine, ou après qu'elle l'eût purgée, qu'elle a été condamnée à tort pour un crime qu'elle n'a pas commis. Cette situation, réglementée durement dans le code de procédure pénale, suppose que la personne dont il s'agit a obtenu la révision de son procès et le même code réglemente également les modalités de réparation de l'erreur judiciaire.

Cependant, le ministère de la Justice s'est lavé les mains de cette affaire, en renvoyant la balle dans le camp du ministère des Finances. Les différents responsables au niveau de cette institution se dérobent de la question mais, dernièrement, l'on croit savoir que le nouvel argentier du pays avait promis

de prendre en charge la question des indemnités.

Par ailleurs, il est à savoir que le droit à la réparation se limite uniquement aux personnes condamnées par jugement, ce qui n'est pas le cas pour la plupart des cadres incarcérés.

Les juristes estiment que la détention abusive de prévenus qui, après avoir subi une longue incarcération, bénéficient d'un non-lieu au niveau de l'instruction, ou bien sont relaxés ou acquittés par le tribunal, ne sont pas victimes d'une erreur judiciaire, puisque la justice a fini par reconnaître leur innocence, mais leur détention préventive paraît injuste et injustifiée. «Ce qu'il faut faire, c'est absolument prévoir et imposer la réparation qui consiste à rétablir la personne innocentée dans la plénitude de ses droits, avec au premier chef sa réintégration à son poste de travail et l'allocation de l'ensemble de ses droits à salaire et aux avancements» de l'avis des juristes.

I. T.